Le lien de subordination se caractérise par l'exécution d'un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné.

Pour caractériser le lien de subordination, l'Urssaf vérifie l'existence d'un service organisé et l'effectivité du pouvoir de direction et de sanction de l'employeur.





A tout moment,

vous pouvez être contrôlé,

ne prenez pas le risque

du travail dissimulé 9 9

En cas de contrôle

☐ L'Urssaf et l'Inspection du travail, notamment, ont la possibilité de remettre en cause un contrat de prestation.

≥ S'il s'avère que la relation salariale a été sciemment maquillée en contrat de prestation pour échapper aux obligations d'employeur, un procès verbal de travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié pourra être établi et l'entreprise sera tenue au paiement des cotisations et contributions sociales à la charge des employeurs.

Sanctions en cas de travail dissimulé

Nemales (articles L8224-1 à 3 du Code du Travail) : les sanctions prévues par la loi sont de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (225 000 € pour les personnes morales). Les peines peuvent être alourdies en cas de circonstances aggravantes; par exemple si le **travail dissimulé** touche un mineur. Des peines complémentaires et administratives peuvent encore s'ajouter.

☑ Civiles: l'évasion sociale constatée doit donner lieu à la régularisation des cotisations impayées et à l'annulation des exonérations et/ou réductions si les conditions sont réunies. Le redressement Urssaf calculé au réel ou forfaitairement sera alors majoré.

+ d'information?



Contactez l'Urssaf?





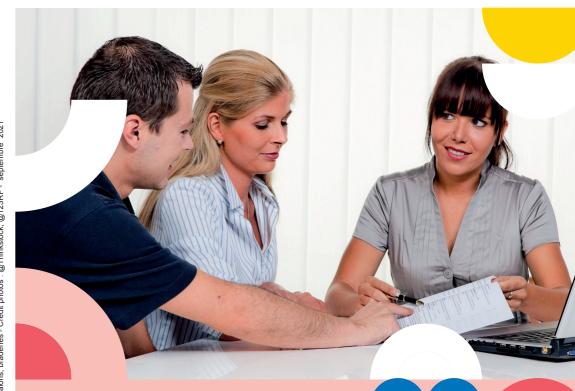
<u>Urssaf Pays de la Loire</u> Siège social

3 rue Gaëtan Rondeau 44933 Nantes cedex 9

> www.urssaf.fr Twitter Linkedin



Au service de notre protection sociale



Travailleur indépendant, micro-entrepreneur ou salarié?

Ne prenez pas le risque du travail illégal

es entreprises font de plus en plus fréquemment appel à des intervenants extérieurs dans le cadre de besoins ponctuels ou plus réguliers. La question se pose du statut juridique des intervenants : indépendant ou salarié ?

Ce sont les conditions d'exercice de l'activité qui déterminent le statut applicable et non la volonté exprimée par les parties ou l'appellation qu'elles ont donnée à leur convention.

Cette plaquette vous permet de faire le nécessaire pour évaluer et éventuellement rétablir la situation et ainsi éviter d'être en infraction. Dans le doute, n'hésitez pas à contacter les services de l'Urssaf via www.contact.urssaf.fr





June Activité indépendante ou micro-entreprise...

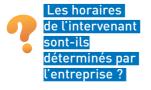
se caractérise essentiellement par le fait que son auteur a pris librement l'initiative de créer son entreprise, qu'il conserve la maîtrise de l'organisation des tâches à effectuer et du matériel nécessaire, et qu'il s'occupe de la recherche de la clientèle et des fournisseurs.

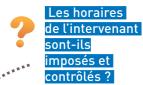
Est Considéré comme salarié...

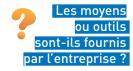
... celui qui a accepté d'exercer une prestation de travail, en contrepartie d'une rémunération, pour le compte d'un employeur, vis à vis duquel il est subordonné juridiquement. Cette définition permet de dégager différents éléments :

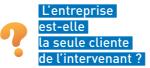
- L'accord des parties, qui suppose la conclusion d'un contrat de travail unissant l'employeur et le salarié, contrat qui peut être verbal ou écrit, exprès ou tacite.
- La prestation de travail, qui doit être effective et non fictive.
- L'existence d'une rémunération, qui est une condition de l'assujetissement au régime général de la Sécurité sociale mais qui n'en constitue pas un critère décisif.
- Ces trois premiers éléments sont toutefois secondaires pour caractériser le salariat aux yeux de l'Urssaf. C'est le lien de subordination juridique qui représente le critère principal permettant de déterminer s'il doit y avoir affiliation au régime général des salariés.

Afin **d'éviter** toute remise en cause, quelques questions à se poser pour connaître le statut approprié...



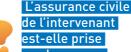






Si vous **répondez** oui à la majorité des questions posées, la relation salariale est manifeste

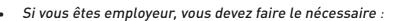




L'entreprise contrôle-t-elle 'exécution par 'intervenant des n charge par ordres qu'elle lui entreprise '







réaliser une déclaration d'embauche auprès de l'Ursssaf (sur www.urssaf.fr dans votre espace en ligne), établir les bulletins de salaire et déclarer les rémunérations versées auprès des organismes de protection sociale.